



15ème législature

Question N° : 41092	De Mme Patricia Lemoine (Agir ensemble - Seine-et-Marne)	Question écrite
Ministère interrogé > Économie, finances et relance		Ministère attributaire > Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique
Rubrique > assurances	Tête d'analyse > Hausses des primes d'assurance face à l'augmentation des catastrophes naturelles	Analyse > Hausses des primes d'assurance face à l'augmentation des catastrophes naturelles.
Question publiée au JO le : 21/09/2021 Date de changement d'attribution : 21/05/2022 Question retirée le : 21/06/2022 (fin de mandat)		

Texte de la question

Mme Patricia Lemoine interroge M. le ministre de l'économie, des finances et de la relance sur le risque de hausse significative du montant des primes d'assurances en raison des catastrophes climatiques toujours plus nombreuses et plus intenses. Incendies monumentaux, sécheresses records ou inondations extrêmes, l'année 2021 aura été le témoin de l'accélération du changement climatique et de ses conséquences désastreuses. La France, et plus généralement l'Europe, n'aura pas échappé à ce constat, en témoignent les derniers incendies survenus dans le Var. Ces évènements ont des conséquences directes sur le secteur assurantiel. Selon *Catastrophe insight*, ce ne sont pas moins de 13 milliards d'euros de pertes pour le secteur, dont la moitié est directement à imputer aux catastrophes naturelles, ce qui n'était pas arrivé depuis plus de 20 ans. Face à un aléa qui devient de plus en plus courant et donc de plus en plus coûteux, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution prévoit en conséquence une hausse de la prime habitation de 113 à 200 %, en s'appuyant sur le dernier rapport du GIEC. Certaines régions, qui sont plus exposées à l'augmentation du niveau des eaux ou à des risques de sécheresses, pourraient même voir leur prime habitation augmenter de 395 à 1 249 %. Alors que les Français doivent déjà faire face à un contexte économique particulièrement délicat en raison de la crise sanitaire, elle lui demande quelles mesures peuvent être envisagées pour limiter les répercussions économiques de l'aggravation du risque climatique sur les Français.